



Des chrétiens orthodoxes en pèlerinage devant une des onze églises construites au XII<sup>e</sup> siècle, à Lalibela (Éthiopie). Ces édifices, qui ont été taillés directement dans la roche, présentent des fissures qui se multiplient avec le temps.

# En Éthiopie, les églises de Lalibela menacent de s'effondrer



Christelle Gérard  
Lalibela (Éthiopie)

Éclairés par les myriades d'étoiles du ciel éthiopien, des centaines de fidèles affluent vers Lalibela. Malgré leur âge souvent avancé, ils marchent, des heures durant, pour se recueillir chaque jour dans ce lieu saint du christianisme orthodoxe. À mesure qu'ils s'approchent des onze églises construites au XII<sup>e</sup> siècle, ils forment une procession de silhouettes fantomatiques, drapées d'une couverture à la blancheur ternie par la poussière amassée sur les chemins de terre.

Les édifices dépassent à peine du sol : ils ont été taillés d'un bloc dans la roche. Colonnes, fenêtres et sculptures ont été façonnées au fur et à mesure de la descente. Des tunnels souterrains relient les églises entre elles. L'édification de ce qui se veut une représentation de Jérusalem, alors rendue inaccessible par la prise de la ville sainte par Saladin en 1187, a été décidée par le roi Lalibela. Selon les croyances locales, ce travail de titan a été facilité par l'aide d'« anges blancs » relayant les ouvriers la nuit.

L'ensemble a été inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco en 1978. Cependant, certains éléments présenteraient un « grand risque de s'effondrer », estime Esayas G. Yohannes, professeur à l'Institut technologique d'Addis-Abeba. Très abîmées par l'érosion, cinq églises ont été recouvertes d'un abri à la lourde structure métallique en 2008. Sortes de gigantesques préaux au style de cour de récréation qui tranche avec la majesté du lieu, ils ne devaient rester en place que cinq ans, le temps de restaurer les édifices. Dix ans plus tard, la rénovation n'a pas même commencé. Leurs imposants piliers sont situés à quelques mètres des églises, contrairement au plan original validé par l'Unesco, moins intrusif.

## Complète impuissance

Selon Esayas G. Yohannes, les « préaux » n'ont pas été conçus pour résister aux vents forts qui s'abattent parfois sur la ville, située à 2600 mètres d'altitude. Les calculs auraient pris en compte des rafales de 22 mètres par seconde, mais elles atteindraient souvent 28 m/s. Dès lors, la prudence aurait voulu que la construction puisse supporter des bourrasques de 35 m/s. Certains fidèles affirment que des vis sont tombées de la structure, par soir de grand vent. La situation est d'autant plus préoccupante que les églises sont reliées entre elles. Si l'abri de l'une d'elles venait à tomber, il détruirait un monument, et endommagerait les autres. C'est un « désastre qui ne demande qu'à arriver », alerte le professeur dans son rapport commandité par l'Autorité pour la recherche et la conservation de l'héritage culturel (ARCHC).

Getaye Tesfaye, le directeur de l'ARCHC à Lalibela, se désole. Depuis que certains se sont mis en tête de restaurer les églises, « ils font plus de dégâts que les éléments naturels ». Après la pose des abris

Ces édifices sculptés dans la roche, qui attirent chaque année des cohortes de chrétiens orthodoxes, souffrent de l'érosion. Emmanuel Macron, qui veut accroître la coopération culturelle bilatérale, doit visiter le sanctuaire en mars prochain.



financés par l'Union européenne pour un coût de 5,5 millions d'euros, les fissures se sont multipliées. Dans son immense bureau, lui aussi construit sur les deniers bruxellois, il donne le sentiment d'une complète impuissance. Le terme « finances » revient constamment dans son discours. Selon l'ancienne ministre de la Culture et du Tourisme Hirut Woldemariam, le retrait des abris cotitera environ 17,5 millions d'euros. Une somme considérable pour un pays dont le produit intérieur brut était de 70 milliards d'euros en 2017.

Pour visiter la « nouvelle Jérusalem », les touristes, venus d'Allemagne et de France pour la plupart, doivent déboursier 44 euros. Selon le père Mengiste Worku, secrétaire général du clergé de Lalibela, cette manne représente 1 à 1,2 million d'euros par an... dont pas un centime ne finance la restauration ou l'entretien du patrimoine. « Cet argent est versé aux 700 servants de l'église, et à 200 personnes en grande difficulté. » De ce fait, l'annonce d'Emmanuel Macron, en octobre, d'accroître la coopération culturelle entre la France et l'Éthiopie, en particulier à Lalibela, a été accueillie avec un grand soulagement. Mekonnen Gebremeskel, membre du comité local de surveillance des restaurations, pointe l'urgence de la situation. « On envisageait de collecter l'argent auprès de la communauté. Les croyants sont prêts à contribuer, mais cela prendrait du temps. Si la France finance le retrait des abris, on pourra passer directement à la restauration. »

## Théories conspirationnistes

Assis face à l'église Mariam, le nom éthiopien de Marie, le père Kidale Mariam lit la Bible. Il prie Emmanuel Macron de « bien veiller à ce que l'argent arrive ici. D'importantes sommes d'argent données pour l'infrastructure des églises sont allées remplir des poches privées par le passé. » Le vieil homme aux lunettes rafistolées par du Scotch que le temps a rendu marron souligne son propos par l'incessant va-et-vient d'un repoussoir à mouches en crin de cheval. Il ne mâche pas ses mots : « Les employés du bureau du tourisme à Lalibela se comportent comme des hyènes, ils prennent tout pour eux. » Habtamu Tesfaw, le directeur du bureau, estime quant à lui que « dans le futur une partie de l'argent donné par les touristes devrait être utilisé pour la restauration des églises ». Il dénombre 30 000 visiteurs étrangers. Un guide local s'insurge : « Ils mentent sur les chiffres ! » Chaque touriste indique sur un papier son nom et sa nationalité. Cette année, il a participé au comptage organisé par l'Église. « De fin septembre 2017 à fin avril 2018, 57 000 touristes étrangers ont visité Lalibela », assure-t-il.

Autre difficulté : les locaux ne disposent ni de l'expertise nécessaire pour retirer les abris, ni du « manuel » laissé par les ingénieurs, qui expliquerait la procédure. La construction des « préaux » ayant

été effectuée par des Italiens, les théories conspirationnistes vont bon train. Le père Kidale Mariam en est convaincu : « Ils ont volontairement abîmé les églises. La preuve, ils ont utilisé de gros engins qui ont fait des vibrations. Ils veulent qu'elles s'effondrent. » Deux nonnes au visage émacié par les multiples jeûnes qu'elles ne cessent de s'imposer malgré leur âge et la chaleur du lieu approuvent silencieusement. Le contentieux entre les deux pays est historique. L'Italie a occupé l'Éthiopie de 1936 à 1941.

Terhi Lehtinen, chef adjointe de la délégation de l'Union européenne (UE) à Addis-Abeba, écarte toute perte volontaire, mais confirme qu'« il n'est pas impossible que certains documents manquent ». Almaz Mengesha, responsable des secteurs économiques et sociaux (qui incluent la culture) à la délégation de l'UE, remarque : « Le sujet n'avait pas été abordé en détail avant cette année. Lors d'une récente réunion, l'Unesco et l'ARCHC nous ont demandé si l'on avait une objection au retrait des abris. » L'ambassade de France en Éthiopie a quant à elle tenu à consulter des documents archivés à la délégation, en préparation de la venue d'Emmanuel Macron à Lalibela, prévue pour le mois de mars 2019.

Le comité local de lutte pour la préservation des églises aurait adressé 21 lettres restées sans réponse aux autorités compétentes à Addis-Abeba. Ils ont également envoyé des délégués dans la capitale, mais aucun responsable ne leur a en retour rendu visite à Lalibela. Le maire de la ville et le directeur administratif de l'Église, qui font en théorie partie du comité fédéral pour la préservation des édifices, ne seraient pas même invités aux réunions. Lassés, des résidents ont manifesté le 7 octobre. Depuis, le premier ministre Abiy Ahmed, nommé en mars, s'est rendu dans la « nouvelle Jérusalem » et a fait part de la situation au président français lors de son premier voyage en Europe. Mi-décembre, un envoyé du ministère de la Culture et du Tourisme a effectué le déplacement depuis Addis-Abeba.

Échaudés par l'expérience des abris subventionnés par l'UE, les habitants ont créé un comité local de surveillance lorsque l'ambassade des États-Unis a financé les travaux de restauration de l'église Rama-Gabriel en 2015-2016. Discrets, sans dommages apparents pour l'église, ceux-ci sont vus comme un succès. Le professeur Yirga Gelaw Woldeyes, de l'université de Curtin, en Australie, note cependant l'inconscience de certaines décisions. Ainsi, par exemple, le produit chimique Xb avait été validé par le comité scientifique, mais les ouvriers ont utilisé du Xa, sans qu'aucune étude préalable n'ait validé ce composant.

En cette fin décembre, sept maçons s'affairent sur le perron de l'église. Truelle à la main, ils en rebouchent les trous en prévision de l'arrivée massive de pèlerins pour le Noël orthodoxe, le 7 janvier. Ces travaux ont été commandités par l'Église pour éviter les chutes sur un sol auparavant glissant et accidenté. Les ouvriers disent appliquer les procédures apprises durant la rénovation, mais travaillent sans supervision. Les pèlerins commencent quant à eux à arriver, après avoir marché durant des centaines de kilomètres. Nombre d'entre eux dorment à même le sol dans l'enceinte des murs sacrés. Dès leur arrivée, ils baissent le sol à trois reprises. Puis se mettent à scanner des prières en guèze, la langue ancienne d'Éthiopie, selon une liturgie inchangée depuis des siècles. ■

Les croyants sont prêts à contribuer, mais cela prendrait du temps. Si la France finance le retrait des abris, on pourra passer directement à la restauration

MEKONNEN GEBREMESKEL, MEMBRE DU COMITÉ LOCAL DE SURVEILLANCE DES RESTAURATIONS